

Ambassade de France en Irak
Service économique de Bagdad

IRAK

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2025, PERSPECTIVES 2026¹

En 2025, l'Irak a dépensé 141,1 mille milliards de dinars (107,7 MUSD²), soit environ 71% du plafond de dépenses prévu par la loi de finances triennale 2023-2025 (199 mille milliards). Les recettes se sont élevées à 124,2 mille milliards (94,8 Mds USD), soient environ 92% des prévisions budgétaires, en recul de 12,5% par rapport à 2024 (108,3 Mds USD). Cette baisse résulte principalement de celle des recettes pétrolières, qui atteignent 109,2 mille milliards IQD, soit 88% des recettes totales, contre 91% en 2024. Les dépenses de fonctionnement, à 119,2 mille milliards (84% des dépenses) n'ont reculé que de 5,5%, tandis que les dépenses d'investissement, à 22 mille milliards IQD, ont diminué de près de 14%.

Le déficit s'établit autour de 17 mille milliards de dinars (13 Mds USD), contre 7,5 Mds USD en 2024.

1/- Exécution budgétaire 2025 versus 2024

	2024 (Mds USD)	2025 (Mds USD)	Variation (%)
Recettes totales	108,3	94,8	-12,5
Dont pétrolières	98,1	83,4	-15
Dont hors pétrole	10,2	11,4	+11,8
Dépenses totales	115,8	107,7	-7
Dont fonctionnement	96,3	91	-5,5
Dont investissement	19,5	16,8	-13,8
Solde budgétaire	-7,5	-13	Aggravation du déficit +73%

2/Des dépenses rigides

Les dépenses de fonctionnement continuent d'occuper une place dominante dans les finances publiques irakiennes. Fin novembre 2025, les dépenses cumulées de salaires atteignaient 55,9 mille milliards IQD, tandis que les pensions représentaient près de 15 mille milliards, et les dépenses de protection sociale environ 6 mille milliards.

Ces différents postes pèsent fortement sur les dépenses courantes et illustrent la forte rigidité de la dépense publique.

Le [FMI](#), dans son rapport *Article IV* de juillet 2025, projetait pour l'ensemble de l'année des dépenses de salaires équivalentes à 18,6% du PIB, auxquelles s'ajoutaient des dépenses de pensions estimées à 5,4% du PIB. Ces deux postes devaient ainsi représenter ensemble 24% du PIB, contre 22% en 2024.

Le poids croissant de ces engagements récurrents limite les marges de manœuvre budgétaire de l'État, en réduisant sa capacité à réorienter rapidement les dépenses vers l'investissement et la diversification économique.

3/- Un ajustement porté par l'investissement

La baisse des dépenses (-7%) est restée nettement inférieure à celle des recettes (-12,5%).

La contraction des dépenses a davantage porté sur l'investissement que sur les dépenses courantes : les dépenses d'investissement ont reculé de près de 14%, contre 5,5% pour les dépenses de fonctionnement. L'investissement apparaît ainsi la principale variable d'ajustement visible dans l'exécution budgétaire.

Cette situation prolonge la faiblesse structurelle déjà observée en 2024. Les dépenses d'investissement n'avaient été exécutées qu'à hauteur de 46% des crédits prévus, contre 80% pour les dépenses de fonctionnement.

¹ Ministère des Finances (MEF, <https://www.mof.gov.iq/In-Year-Reports-2025> et Rudaw Research Center (citant le MEF, <https://rudawrc.net/en>).

² Le taux de vente de la BCI aux banques utilisé est celui en vigueur jusqu'au 06 octobre 2026 (i.e. avant dévaluation effective au 07 octobre).

En décembre 2025, dans l'attente de l'adoption du budget 2026, les autorités ont également annoncé des mesures de maîtrise de la dépense, notamment la suspensions des recrutements, des promotions et des avancements, ainsi que des primes, selon les dispositions annoncées par le ministère des Finances.

4/-Des recettes fortement dépendantes du pétrole

Les recettes pétrolières ont reculé de 15% en dollars et représentent encore 88% des recettes totales, contre 91% en 2024. Les recettes non pétrolières ont progressé de 12%, à 15 mille milliards IQD, mais ne contribuent encore qu'à hauteur de 12% aux recettes publiques.

Cette structure limite fortement la capacité de l'État à absorber un choc sur les cours du pétrole ou sur les volumes exportés. La progression des recettes non pétrolières, bien que positive, ne suffit donc pas, à ce stade, à réduire significativement la vulnérabilité des finances publiques aux fluctuations du secteur pétrolier.

5/-Un déficit creusé par le choc des recettes

Le déficit budgétaire 2025 s'est établi à environ 17 mille milliards IQD (13 Mds USD), contre 7,5 Mds USD en 2024, soit une aggravation d'environ 73%.

Cette dégradation résulte principalement d'un recul des recettes plus marqué que celui des dépenses, confirmant la forte sensibilité des finances publiques irakiennes à la conjoncture pétrolière.

Elle s'inscrit dans un contexte de tensions accrues sur le financement public et de recours à l'endettement intérieur. Selon les données de la Banque Centrale d'Irak, la dette publique intérieure atteignait environ 109,5 mille milliards IQD fin juillet 2026, contre 90,5 mille milliards fin 2025, soit une augmentation de 19 mille milliards IQD (+21%) en sept mois.

Commentaires

L'exécution budgétaire 2025 confirme trois tendances : (i) une dégradation budgétaire provenant principalement du choc sur les recettes plutôt que d'une hausse des dépenses, (ii) une forte rigidité des dépenses courantes qui fait de l'investissement la principale variable d'ajustement, et (iii) une dépendance persistante aux recettes pétrolières.

Le choc de 2026 change toutefois d'échelle. Fin juillet, les recettes cumulées n'atteignent que 39,1 mille milliards IQD, contre 65,4 mille milliards IQD de dépenses, soit un déficit cumulé de 26,3 mille milliards IQD (environ 20 Mds USD). Les recettes pétrolières représentaient 30,4 mille milliards IQD soit environ 78% des recettes totales.

Les dépenses de salaires atteignaient à elles seules 35,9 mille milliards IQD, auxquels s'ajoutent près de 16 mille milliards IQD de dépenses de protection sociale. **Ces deux postes totalisent ainsi 51,9 mille milliards IQD, soient 133% des recettes publiques de la période.**

Les recettes mensuelles moyennes, d'environ 5,6 mille milliards IQD, ne suffisent donc même pas à couvrir les dépenses mensuelles moyennes de salaires et de protection sociale, estimées à 7,4 mille milliards IQD. Dans le cadre d'une exécution budgétaire provisoire selon la règle des douzièmes, cette situation réduit fortement les marges de manœuvre de l'État face au choc pétrolier.

Le 07 octobre 2026, les autorités irakiennes ont procédé à une dévaluation du dinar en relevant les taux officiels du dollar (USD). Le taux d'achat des dollars auprès du ministère des Finances est passé de 1 300 à 1500 IQD/USD, tandis que les taux de vente aux banques et au public ont été fixés respectivement à 1 510 et 1 520 IQD/USD, contre 1 310 et 1 320 auparavant.

À recettes pétrolières en dollars constantes, cette modification accroît mécaniquement leur contrevalet en dinars transférée au budget. Elle renchérit toutefois les importations et peut alimenter de nouvelles tensions inflationnistes. Elle ne constitue donc pas, à elle seule, une solution durable au déséquilibre budgétaire./

Valéry ALVES